

Action collective

La politique des visas : discriminations et injustice

Entre 2021 et mars 2022, 23 % des demandes de visas, par des citoyen(ne)s des pays du Maghreb, auraient été refusées en guise de sanction parce que ces pays refusent de rapatrier leurs ressortissant(e)s en situation de sans-papiers. Ainsi, au prétexte de lutter contre l'immigration irrégulière, le ministre de l'Intérieur (septembre 2021) [1] et les autorités françaises ne s'embarrassent même plus du caractère discriminatoire de cette décision, qui n'est rien d'autre qu'une punition collective, injuste, visant indistinctement tous les Algérien(ne)s, les Marocain(ne)s ou les Tunisien(ne)s.

Par suite, les Maghrébin(e)s qui souhaitent voyager pour tourisme, pour études, pour affaires ou pour raisons de santé ou familiale, en sont purement et simplement exclu · e · s.

Ces mesures, qui s'attaquent en fait aux échanges humains entre les peuples, produisent a contrario des effets dramatiques en poussant des milliers de jeunes et moins jeunes (hommes, femmes et même enfants) à emprunter des traversées en mer Méditerranée au risque de leur vie.

Elles relèvent d'un chantage inadmissible, déshonorant, et qui plus est portant atteinte à un droit humain essentiel : la libre circulation des personnes, y compris de celles et ceux ayant leurs attaches, tant en France que dans les pays du Maghreb. Un chantage moralement inacceptable car s'appuyant sur une décision discriminatoire et bafouant un principe d'égalité citoyenne. Ainsi, des Françaises et des Français originaires des pays du Maghreb qui souhaitent faire venir leurs parents pour visites, pour affaires ou pour des raisons de santé se voient, eux aussi, privés d'un droit fondamental.

Prétendre lutter contre l'immigration irrégulière en restreignant aussi drastiquement le nombre de visas à des citoyen(ne)s est d'autant plus inadmissible que cette décision politique erronée ne résoudra rien sauf à caresser dans le sens du poil les thèses les plus extrémistes et xénophobes en France et celles des partisans d'une « Europe forteresse ».

Elle est encore plus scandaleuse quand on sait - pour ne prendre que le cas de la Tunisie -, que plus de 39 000 ingénieurs et 3 300 médecins auraient quitté le pays depuis 2015 et ont été accueillis à bras ouverts en Europe. Ce flux massif de compétences (techniques, médicales et paramédicales) affecte gravement tous les secteurs d'activité, surtout le secteur de la santé publique, et accentue les carences et les inégalités dans les régions les moins développées dans tous les pays du Maghreb.

Demander aujourd'hui, un visa auprès des autorités consulaires françaises ou européennes (espace

Schengen) de l'un des pays du Maghreb, est un véritable parcours du combattant et, le plus souvent, une humiliation supplémentaire pour l'immense majorité de celles et ceux qui en font les démarches. Outre les délais d'attente de plusieurs semaines, voire de deux mois ou plus, pour obtenir un rendez-vous, tout est fait pour y faire obstacle et, au final, les refus sont la règle. Sans compter que les démarches sont extrêmement coûteuses et, évidemment, sans remboursement en cas de refus.

Voilà pourquoi, nous associations, maghrébines des deux rives et associations citoyennes européennes et françaises ne pouvons accepter un tel diktat et une injustice aussi flagrante. Nous demandons aux autorités françaises et aux pays européens de revenir sur ces mesures discriminatoires — nous, associations de migrants et de solidarité, qui avons depuis toujours combattu l'instauration du système des visas, et qui assistons aujourd'hui à une régression supplémentaire qui instaure des mesures discriminatoires insupportables.

Nous appelons toutes les forces démocratiques et la société civile en France, en Europe comme dans les pays du Maghreb, à se mobiliser pour dénoncer cette politique.

Paris, le 15 septembre 2022

Premières organisations signataires :

Action Jeunesse FMAS - Maroc
Agir pour le changement et la démocratie en Algérie (ACDA) - France
APEL-Egalité - Algérie/France
Asbl Na'oura - Belgique
Assemblée citoyenne des originaires de Turquie (ACORT) - France
Association Adala pour le droit à un procès équitable - Maroc
Association d'aide aux migrants (AMSV) Oujda - Maroc
Association Bâtir l'information et le développement - Tunisie
Association Beity - Tunisie
Association Citoyenneté et liberté (ACL) - Tunisie
Association de défense des droits de l'Homme au Maroc (ASDHOM)
Association des deux rives (ADR) - France
Association Khamsa Solidaire Ici et Ailleurs - France
Association Dignité aux droits et aux libertés - Tunisie
Association Eau énergies pour tous (ASEET) - Maroc
Association des étudiants nord-africains de France (ENAF)
Association des familles des disparues et prisonniers sahraouis (AFAPREDESA)
Association Femmes plurielles (AFP) - France
Association Femmes pour l'égalité et la démocratie (AFED) - Maroc
Association Hassen-Saadaoui pour la démocratie et l'égalité (AHSDE) - Tunisie
Association Mains libres (AML) - Maroc
Association ASTICUDE - Maroc
Association des Marocains en France (AMF) - France
Association marocaine des droits de l'Homme (AMDH) - Maroc
Association des travailleurs maghrébins de France (ATMF)
Association tunisienne de défense des valeurs universitaires (ATDVU) - Tunisie
Association tunisienne des femmes démocrates (ATFD) - Tunisie

Association tunisienne de lutte contre la violence (ATLV) - Tunisie
Association tunisienne de soutien des minorités (ATSM) - Tunisie
Association Nachaz-Dissonances - Tunisie
Asswat Nissa - Tunisie
ATP - Tunisie
Coalition internationale des sans-papiers et migrants (CISPM) - France
Coalition tunisienne Dignité et reconnaissance - Tunisie
Collectif Algérie droit devant (CGADD) - Algérie
Collectif associatif pour l'observation des élections (CAOE) - Maroc
Collectif Debout l'Algérie
Collectif Droit à la santé (CDSM) - Maroc
Collectif Libérons l'Algérie
Collectif marocain pour la justice climatique (CMJC) – Maroc
Comité pour le patrimoine et le développement (CPD) - Palestine
Comité de vigilance pour la démocratie en Tunisie (CVDT) - Bruxelles
Comité pour le respect des libertés et des droits de l'Homme en Tunisie (CRLDHT) - France
Comité de vigilance pour la démocratie en Tunisie (Yakadha) - Tunisie
Confédération générale autonome des travailleurs en Algérie (CGATA)
Confédération générale de travail (CGT) - Maroc
Coordination des organisations maghrébines de droits de l'Homme (CMODH)
E-Joussour Portail Maghreb/Machrek - Maroc
Euro-Mediterraan Centrum Migratie & Ontwikkeling (EMCEMO) - Pays-Bas
Fédération des Tunisiens citoyens des deux rives (FTCR) - Tunisie/France
Forum des alternatives Maroc (FMAS) - Maroc
Forum civil démocratique marocain (FCDM) - Maroc
Forum marocain pour la vérité et la justice (FMVJ) - Maroc
Forum tunisien des droits économiques et sociaux (FTDES) - Tunisie
Groupe Tawhida Ben Cheikh – Tunisie
Institut du Caire pour les études des droits de l'Homme (CIHRS)
Initiative Mawjoudin pour l'égalité - Tunisie
Joussour de citoyenneté - Tunisie
Le Pont de Genève - Tunisie/Suisse
Ligue algérienne de défense des droits de l'Homme (LADDH) - Algérie
Ligue des électrices tunisiennes (LET) - Tunisie
Ligue tunisienne des droits de l'Homme (LTDH) - Tunisie
Mountada Ettajdid - Tunisie
Organisation du martyr de la liberté Nabil Barakati - Tunisie
Réseau Maroc des euromed ONGs
Réseau tunisien pour la justice transitionnelle - Tunisie
Riposte internationale - Algérie/France
Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (SNAPAP) – Algérie
Tharwa n'Fadhma n'Soumeur - Algérie
Union des diplômés chômeurs (UDC) - Tunisie
Union générale des étudiants de Tunisie (UGET)
Union générale tunisienne du travail (UGTT) - Tunisie
Union des travailleurs immigrés tunisiens (UTIT) - France

Avec le soutien de :

ASSOCIATIONS

Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (ATTAC) - France

Association italienne de loisirs et de culture (Associazione ricreativa culturale italiana) (ARCI) – Italie
Association nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers (ANAFE) - France
Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale (CEDETIM) - France
Centre de recherche et d'information pour le développement (CRID) - France
Cimade - France
Collectif régional pour la coopération Nord-Sud-Ile de France (CIBELE)
Droit au logement (DAL) - France
Droit Devant (DD) - France
Droits Ici et Là-bas - France
Europe solidaire sans frontières (ESSF) - France
Fédération des associations de solidarité avec tous.te.s les immigré.e.s (FASTI)
Fédération nationale de la Libre pensée (FNLP) - France
Femmes Egalité - France
Fondation Copernic - France
Fondation Frantz-Fanon - France
Groupe accueil et solidarité - France
Groupe d'information et de soutien des immigré.e.s (GISTI) - France
Initiatives pour un autre Monde (IPAM) - France
International Institute for Nonviolent Action (NOVACT) - Espagne
Irdia-Center for the Defense of Human Rights - Barcelone, Espagne
Ligue des droits de l'Homme (LDH) - France
Mouvement contre le racisme et l'amitié entre les peuples (MRAP) – France
Réseau Euromed France (REF) - France
Réseau syndical international de solidarité et de luttes (RSISL) - France
Solidarité internationale LGBTQI - France
Union juive française pour la paix (UJFP) - France

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Euromed Droits (Réseau)
Fédération international des droits de l'Homme (FIDH)
No-Vox International
Réseau Migreurop

SYNDICATS

Confédération générale du travail (CGT) - France
Union syndicale Solidaires - France
Union nationale des étudiants de France (UNEF)

PARTIS

Europe Ecologie les Verts (EELV) - France
Mouvement Ensemble (France)
Mouvement des progressistes (MDP) - France
Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) - France
Parti communiste français (PCF)
Parti communiste des ouvriers de France (PCOF)
Pour une écologie sociale et populaire (PEPS) - France